

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 50 (1909), p. 221-224

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__221_0

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/legal.php>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 7 — JUILLET 1909

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 JUIN 1909

SOMMAIRE. — Adoption des procès-verbaux des séances des 21 avril et 19 mai 1909. — Élection de trois membres titulaires — Nécrologie. — Prix décerné par l'Académie des sciences morales et politiques. — Présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général — Communication de M. Delamotte sur la statistique des successions et donations. — Discussion : MM. de Foville, March, Alfred Neymarck.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. G. PAYELLE, président. Les procès-verbaux des séances du 21 avril et du 19 mai sont adoptés sans observations.

Il est procédé à l'élection, comme *membres titulaires*, de MM. FUSTER, ETEVENON et SAILLARD, dont la présentation a eu lieu dans la dernière séance. L'admission est prononcée à l'unanimité.

M. le PRÉSIDENT annonce la mort de M. Plassard, membre de la Société depuis 1890. Administrateur du Crédit foncier de France, ancien administrateur du Bon-Marché, M. Plassard était un homme de valeur et de bon conseil dont la perte sera vivement ressentie dans les grandes administrations et les associations où s'exerçait son activité.

M. le Président annonce que l'Académie des sciences morales et politiques vient de décerner dans sa séance du 12 juin le prix du concours Stassart (3.000 francs) à M. le Dr Jacques Bertillon, pour son mémoire sur les *Causes et conséquences morales et sociales de la diminution de la natalité française et théories et propagandes récentes qui peuvent en aggraver les dangers*. M. le Président adresse à notre collègue les félicitations de la Société.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance, et parmi lesquels figurent deux volumes, le premier de M. Levasseur, intitulé : *Salariat et Salariés*, le second de M. Charles Renard, intitulé : *Syndicats, Sociétés de coopération, etc.*

L'ouvrage de M. Levasseur, comme celui de M. Ch. Renard, font partie de l'*Encyclopédie scientifique* éditée par la librairie Doin et fils, à laquelle se rattache une section dite *Bibliothèque d'économie politique*, dirigée par notre distingué collègue M. Daniel Bellet. M. Levasseur, dans son ouvrage, traite au point de vue théorique et pratique, de la condition des ouvriers en France dans le passé et dans le présent et des rapports, qui sont trop souvent des conflits, du capital salariant et du travail salarié. Il comprend vingt et un chapitres dont les principaux ont pour sujet les causes déterminantes du taux des salaires, de l'influence des machines, du salaire des ouvriers et des ouvrières, du chômage, du coût de la vie, du gain des entrepreneurs et des salariés, de la grève et du syndicalisme, du patronage et du *self help*, de la critique de la doctrine socialiste sur le salariat, des perspectives d'avenir du salariat.

L'ouvrage de M. Ch. Renard est purement historique et présente des considérations générales intéressantes sur le mouvement des associations. Il fait ressortir, du onzième au quatorzième siècle, l'esprit de solidarité qui créa les confréries, les fraternités, les corporations, etc. C'est ensuite, pendant trois siècles, le régime de l'isolement et de l'individualité. Puis, depuis cinquante ans, c'est l'esprit d'association qui devient l'âme des institutions les plus diverses, répondant à des besoins de plus en plus accentués, mais présentant, plus qu'on ne le croit, certains points de contact avec le passé.

M. le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. Delamotte, dont l'ordre du jour appelle la communication sur la *Statistique des successions et donations*.

M. DELAMOTTE signale tout d'abord l'intérêt que présente la statistique des successions, auxquelles il a joint les donations, qui ne sont qu'une dérivation du courant successoral. Au point de vue économique, elle permet de calculer l'importance des fortunes privées dans un pays ; au point de vue fiscal, les droits sur les successions et donations sont une source considérable de revenus pour les budgets.

Il indique ensuite les modifications successives éprouvées par la statistique des successions. Avant 1896, les subdivisions par nature de valeurs étaient peu nombreuses, et le montant des valeurs *taxées* était déduit de celui des droits perçus. De 1896 à 1901, on multiplia le nombre des subdivisions par nature de biens ; on procéda par dépouillement direct des registres, et l'on comprit dans la statistique toutes valeurs *énoncées* à un titre quelconque dans la déclaration des héritiers. Enfin, à la suite des modifications profondes apportées par la loi de 1901 au régime fiscal des successions, l'administration a encore remanié les cadres de ses statistiques ; depuis 1905, elle donne alternativement la répartition de l'annuité suivant l'importance des parts successorales et suivant la nature des biens, chacun de ces éléments étant ainsi publié tous les deux ans. En même temps, il est possible d'avoir, avec le montant de l'actif brut des successions, celui de l'actif net, déduction faite du passif justifié conformément à la loi.

Des statistiques fournies par l'enregistrement, il résulte d'abord que le montant des donations, qui sont souvent des constitutions de dot, reste à peu près stationnaire depuis une vingtaine d'années.

Si l'on ajoute le montant annuel des donations à celui des successions pour obtenir l'annuité dévolutive, on constate, après avoir groupé les chiffres par moyennes quinquennales pour éliminer autant que possible les variations accidentelles, que cette annuité a fléchi à un moment donné. Mais il faut tenir compte de la modification apportée par la loi de 1901 dans le mode d'estimation des biens grevés d'usufruit, et qui a fait éprouver à l'annuité successorale une diminution que l'orateur, par un calcul basé sur l'écart entre les valeurs *énoncées* en 1898, 1899 et 1906 et l'actif brut des successions, évalue à 400 millions environ.

En tenant compte de ce fait, on constate que, si l'annuité dévolutive a subi pendant la période 1896-1900 un arrêt et même un léger recul, il ne faut pas s'exagérer la gravité de ce phénomène, car la baisse, qui suivait d'ailleurs une période de hausse très prononcée, a elle-même été suivie d'une nouvelle marche en avant.

Si l'on passe de l'annuité dévolutive nette au chiffre total des fortunes privées du pays, au moyen d'un des multiplicateurs proposés à cet effet, 33 par exemple, on constate que, de 1902 à 1907, cette fortune totale a passé de 196 à 215 milliards, soit environ 3 milliards par an d'augmentation. De même, de 1898 à 1906, le montant annuel des valeurs *énoncées* dans les déclarations de succession s'est accru de 432 millions, dont 122 millions pour les valeurs mobilières, 203 millions pour les autres biens meubles, et 107 millions pour les immeubles.

En somme, la fortune continue à augmenter en France, mais moins vite qu'à d'autres époques, peut-être à cause des habitudes de luxe plus répandues et qui réduisent l'épargne.

La statistique des parts successorales montre d'ailleurs combien est satisfaisante, au point de vue social, la répartition de la richesse dans notre pays, où n'apparaît pas l'extrême inégalité des conditions qui règne, par exemple, en Angleterre.

Au point de vue du montant des droits, le taux moyen de l'impôt sur l'ensemble des successions et donations s'est élevé de 1,7 % en 1826 à 2,6 % en 1870 et à 4 % en 1907. Cet accroissement s'est produit également à l'étranger ; chez nous, il est dû surtout à l'établissement des droits progressifs par la réforme de 1901 ; mais il y a lieu de remarquer que cette réforme, qui s'est suffi à elle-même au point de vue budgétaire, a exempté du paiement des droits une somme d'environ 800 millions par an, qui ne comprenait que des valeurs fictives, savoir : 400 millions provenant de la déduction du passif justifié, opérée sur l'actif brut depuis cette époque, et 400 millions provenant de la modification apportée dans le mode d'évaluation des biens grevés d'usufruit.

M. DE FOVILLE dit que la situation ne lui paraît pas aussi satisfaisante qu'à M. Delamotte. Le seul fait d'un ralentissement dans la marche ascendante de l'annuité dévolutive est grave, surtout si l'on considère que, dans le passé, même après la guerre de 1870-1871 et la perte de l'Alsace-Lorraine, l'annuité a continué à grandir. On peut essayer d'expliquer ce ralentissement par la diminution de la mortalité ; pour contrôler cette hypothèse, il faudrait suivre la mortalité chez les adultes de la classe aisée, qui forment la grande majorité des auteurs de successions ; l'orateur croit que, de ce côté, la diminution est assez réduite. Enfin, en ce qui concerne le multiplicateur permettant de passer de l'annuité successorale à la fortune totale du pays, il faut remarquer que ce multiplicateur n'est pas une constante : il va en s'abaissant assez rapidement. La diminution de la natalité a en effet pour conséquence de réduire l'âge moyen des parents au moment de la naissance des enfants, car les naissances qui manquent sont celles qui se seraient produites en second ou en troisième lieu, c'est-à-dire dans une période plus avancée de la vie des parents qui se sont contentés d'un ou de deux enfants. Or, c'est cet âge moyen qui mesure la survie d'une génération à la précédente, c'est-à-dire le multiplicateur cherché. L'abaissement de ce multiplicateur correspond, pour une annuité successorale supposée constante, à une diminution de la fortune du pays.

En présence du ralentissement constaté dans la marche de l'annuité successorale, M. de Foville ajoute qu'on devrait songer à ménager le contribuable et à modérer la politique fiscale. Il conclut en disant qu'on peut, devant ces résultats, n'être pas sans inquiétude, aussi bien au point de vue fiscal qu'à celui de l'avenir du pays.

M. MARCH dit que la diminution de la mortalité a porté surtout sur le bas âge, et, pour les adultes, sur les classes qui ne possèdent rien ou peu de chose. D'autre part, la survie d'une génération diminue par le fait de l'abaissement de la natalité, comme l'a dit M. de Foville ; mais, de 1892 à 1907, la diminution n'a guère dépassé six mois. Il fait remarquer que l'emploi du multiplicateur suppose que la fortune ne s'acquiert que par héritage ; on néglige ainsi les biens acquis au cours de la génération. Or, il est possible que cette fortune en voie d'accumulation aille en grandissant sans qu'on le soupçonne, si, par suite de la diminution de l'épargne, elle passe de main en main sans attendre d'être transmise par la voie successorale.

M. Alfred NEYMARCK constate que les annuités successorales augmentent, que la fortune publique se développe, que la dissémination des fortunes est grande : mais il estime que les annuités successorales ne sont qu'un des indices des mouvements de la fortune, et que, pour arriver à une évaluation se rapprochant autant que possible de la réalité, il convient d'en ajouter plusieurs autres, notamment le montant des valeurs négociables et celles nous appartenant en propre ; l'ensemble des disponibilités de l'épargne, les mouvements des dépôts dans les banques, celui des caisses d'épargne, etc.

Tous les indices concordent pour montrer l'accroissement de la fortune publique ; s'il en était autrement on ne s'expliquerait pas comment la France est créditrice partout et n'est débitrice nulle part, ni d'où vient l'argent qui n'est pas le fruit d'une génération spontanée. Il faut être d'autant plus ménager de nos ressources qu'elles sont abondantes et éviter de surcharger le public d'impôts. Les droits successoraux s'ajoutant aux taxes sur les valeurs mobilières sont un des plus gros chapitres des recettes budgétaires.

L'établissement des statistiques successorales réclame plusieurs réformes ; l'annuité successorale multipliée par tel ou tel chiffre, 32, 33, 34 ou 35 est discutable.

M. Alfred Neymarck cite, à ce sujet, plusieurs exemples. Il serait intéressant de relever, à côté du capital des successions déclarées, le montant de leur revenu. Un rentier mort en 1872 et laissant 3.000 francs de rente 3 % aurait eu un capital de 52.000 à 53.000 francs ; aujourd'hui, ce capital serait de 97.000 à 98.000 francs sans que le revenu soit changé. Un autre rentier ayant 5.000 francs de rente 5 % en 1872 aurait laissé un capital de 82 000 à 84.000 francs ; aujourd'hui, ce revenu, par suite des conversions, aurait été réduit à 3.000 francs et représenterait un capital de 97.000 à 98.000 francs. Les évaluations successorales par périodes quinquennales ou décennales, ou par année ne doivent donc être acceptées, — c'est le cas de le dire, — que sous bénéfice d'inventaire, car elles ne sont pas des preuves absolues de l'état de la fortune. Une succession de 50, 100, 200, 300 millions peut se produire telle année et ne pas se produire les années suivantes ; dès lors, l'annuité successorale multipliée par tel ou tel multiplicateur donnerait pour l'ensemble de la fortune un capital plus ou moins élevé que celui qui résulterait de l'année précédente ou des années suivantes, si les décès de « riches opulents » s'étaient ou ne s'étaient pas produits.

M. DE FOVILLE répond, qu'en outre des valeurs mobilières, il faut considérer les valeurs immobilières. Les premières, d'ailleurs, peuvent causer des illusions : par exemple, la mise en actions d'une entreprise existante n'accroît pas la richesse publique. En ce qui concerne les rentiers ayant profité d'une hausse de cours, il y a là précisément un fait de nature à gonfler artificiellement l'annuité successorale, sans qu'il y ait augmentation réelle de la fortune du pays. Il conclut en répétant qu'en présence des appétits croissants du fisc, il est imprudent de s'exagérer la richesse de l'ensemble de la population.

M. le PRÉSIDENT adresse les remerciements de la Société à M. Delamotte, pour sa très intéressante communication, ainsi qu'aux orateurs qui ont pris part à la discussion.

En raison de l'heure avancée, la communication de M. Huber sur le *Mouvement de la population en France en 1908 et la nouvelle statistique de l'état civil* est remise à une séance ultérieure.

La séance est levée à 11^h 5.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
G. PAYELLE.
